

1990/37. Question d'un projet d'ensemble de principes et de garanties pour la protection des malades mentaux et l'amélioration des soins de santé mentale

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution 1990/38 de la Commission des droits de l'homme, en date du 6 mars 1990⁷⁸,

1. *Autorise* un groupe de travail à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme à se réunir pendant deux semaines avant la quarante-septième session de la Commission, en vue de poursuivre l'examen, la révision et la simplification d'un projet d'ensemble de principes et de garanties pour la protection des malades mentaux et l'amélioration des soins de santé mentale, projet qui serait présenté à la Commission lors de sa quarante-septième session;

2. *Prie* le Secrétaire général de fournir toutes facilités au groupe de travail pour la réunion qu'il tiendra avant la quarante-septième session de la Commission et d'élaborer et communiquer au groupe de travail un document de travail portant sur les articles qui restent à examiner et tenant compte des observations et suggestions faites par les gouvernements, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales.

*14^e séance plénière
25 mai 1990*

1990/38. Principes directeurs pour l'utilisation des fichiers personnels informatisés

Le Conseil économique et social,

Ayant présente à l'esprit la résolution 44/132 de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1989,

Tenant compte de la résolution 1990/42 de la Commission des droits de l'homme, en date du 6 mars 1990⁷⁸,

1. *Exprime sa satisfaction* au Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, M. Louis Joinet, de la version révisée des principes directeurs pour la réglementation des fichiers informatisés contenant des données à caractère personnel⁸¹;

2. *Décide* de transmettre à l'Assemblée générale, pour qu'elle prenne une décision appropriée, le projet révisé de principes directeurs;

3. *Prie* le Secrétaire général de porter le projet révisé de principes directeurs à l'attention de tous les gouvernements;

4. *Recommande* que l'Assemblée générale étudie, à titre prioritaire, la question de l'adoption et de la publication des principes directeurs pour l'utilisation des fichiers personnels informatisés.

*14^e séance plénière
25 mai 1990*

⁸¹ E/CN.4/1990/72.

1990/39. Droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses et linguistiques

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution 1990/45 de la Commission des droits de l'homme, en date du 6 mars 1990⁷⁸,

1. *Autorise* un groupe de travail à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme à tenir au moins dix séances bénéficiant de tous les services pendant les deux premières semaines de la quarante-septième session de la Commission pour poursuivre ses travaux sur le projet de déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses et linguistiques, en procédant à une deuxième lecture du texte, en vue de le soumettre à la Commission lors de sa quarante-septième session;

2. *Prie* le Secrétaire général de fournir au groupe de travail toute l'assistance dont il pourra avoir besoin dans la poursuite de ses travaux.

*14^e séance plénière
25 mai 1990*

1990/40. Question d'un projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution 1990/47 de la Commission des droits de l'homme, en date du 6 mars 1990⁷⁸,

1. *Autorise* un groupe de travail à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme à se réunir pendant une période de huit jours ouvrables avant la quarante-septième session de la Commission pour poursuivre l'élaboration d'un projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus;

2. *Prie* le Secrétaire général de fournir au groupe de travail tous les services et installations nécessaires aux réunions qu'il tiendra avant et pendant la quarante-septième session de la Commission et, afin de lui permettre de poursuivre ses travaux sur l'élaboration du projet de déclaration, de transmettre le rapport du groupe de travail qui s'est réuni avant et pendant la quarante-sixième session, ainsi que les annexes à ce rapport, à tous les Etats Membres avant la réunion suivante du groupe.

*14^e séance plénière
25 mai 1990*

1990/41. Groupe de travail des situations établi par la Commission des droits de l'homme

Le Conseil économique et social,

Prenant note du désir de la Commission des droits de l'homme d'établir un groupe de travail pour l'aider, sur